



La hausse notable des actifs a participé à la moindre diminution de la valeur du patrimoine net de la France. Les actifs financiers ont ainsi gagné 12,8 points par rapport à 2019, tandis que les actifs non financiers ont grimpé de 11,2 points sur un an. Photo Hamilton/REA

La valeur du patrimoine public a moins chuté que prévu en 2020

ADMINISTRATIONS

Le patrimoine net des administrations publiques a baissé l'an dernier par rapport à 2020, s'établissant à 8,2 % du PIB.

Un recul moins brutal qu'anticipé car l'Etat a pu tirer avantage de la hausse des prix de l'immobilier.

Renaud Honoré
@r_honore

Les effets de la crise sanitaire sont là, visibles, mais moins dévastateurs qu'on aurait pu l'imaginer. La pandémie a provoqué, on le sait, une flambée de la dette publique. Mais un autre indicateur montre un tableau moins sombre des comptes publics post-Covid : la valeur du patrimoine public net – qui tient compte de tous les actifs publics, auxquels il retranche la dette et le passif français – n'a pas connu

puisque cet indicateur représentait 8,2 % du PIB, contre 12,9 % fin 2019. C'est ce qui ressort d'une étude réalisée par Fipeco, site spécialisé dans les finances publiques. « Le fait qu'on ne constate pas de forte chute est très surprenant. Cela conduirait presque à relativiser la hausse de la dette, même si la situation reste mauvaise », estime François Ecalte, ancien magistrat à la Cour des comptes et responsable de ce site.

Comment expliquer cette tendance ? Il faut se plonger pour cela dans la comptabilité publique. Sans surprise, le « quoi qu'il en coûte » a gonflé le passif de la France, qui représentait, fin 2020, 163,5 % du PIB, soit un bond de 27,7 points en un an. Ce chiffre est bien supérieur au taux de dette publique maastrichtienne atteint fin 2020 (115,1 %), ce qui s'explique par le fait que le mode de calcul est différent et que le passif comprend d'autres éléments que la dette.

« Un riche rentier »

Mais en face, l'actif public a également connu une forte évolution. « Si la valeur du patrimoine net n'a pas beaucoup baissé, c'est grâce à une hausse notable des actifs », avance

2019, à 69 % du PIB, du fait d'une hausse des liquidités détenues par les administrations. « Ces dernières se sont endettées plus que nécessaire, à la fois pour profiter des taux faibles et car le montant des aides aux entreprises avait été surestimé, et cet argent a été placé sur des comptes de dépôt », décrypte François Ecalte.

Autre élément, les actifs non financiers ont aussi vu leur valeur grimper de 11,2 points sur un an, représentant 102,8 % du PIB fin 2020, notamment du fait de la hausse des prix des terrains détenus

« Le fait qu'on ne constate pas de forte chute est très surprenant. Cela conduirait presque à relativiser la hausse de la dette, même si la situation reste mauvaise. »

FRANÇOIS ECALLE
Responsable du site Fipeco

par la puissance publique. « C'est la conséquence directe de la hausse des prix de l'immobilier qui continue en France, alimentée par la politique monétaire accommodante. En ce sens, l'Etat est un riche rentier comme les autres, il profite de la valorisation des actifs », note François Ecalte.

Si le patrimoine public de la France a échappé aux effets les plus brutaux de la crise sanitaire, sa situation reste précaire. François Ecalte rappelle ainsi qu'il y a « une baisse tendancielle depuis plusieurs années, qui va sans doute se poursuivre ». Ainsi, cet indicateur représentait 28 % du PIB en 1995, avant de grimper progressivement jusqu'à 58 % du PIB en 2007 du fait de l'envolée du prix des terrains. Mais la crise financière de 2008 a complètement inversé la tendance en gonflant une première fois la dette.

La crise sanitaire devrait accentuer cela, alors que les années 2017 à 2019 avaient permis de faire remonter la valeur du patrimoine public de 8 à 12,9 %, là encore grâce à la valorisation des actifs. « Il n'y a pas de baisse de la dette à l'horizon, la pente nous conduit donc à une baisse de la valeur du patrimoine